fraction. Les abattoirs qui dirigent ce commerce ont passé tous les marchés. Nous n'avons fait que leur donner des directives. En vertu de nos pouvoirs, nous avons parfois contraint à emboîter le pas avec le plus grand nombre et à se conformer aux désirs du plus grand nombre, ceux qui auraient pu ne pas le faire. Il faut à cette fin jouir de pouvoirs assez étendus.

M. SENN: Sauf erreur, l'Office des viandes a le pouvoir d'acquérir assez de viande pour exécuter le contrat passé avec la Grande-Bretagne.

Le très hon. M. GARDINER: Il en a le pouvoir.

M. SENN: Doit-il réellement exercer ce pouvoir? Et les autres commissions exerceront-elles les pouvoirs analogues que leur confère le bill?

Le très hon. M. GARDINER: En 1941, la Commission des produits laitiers s'est emparée, vous le savez, de tout le fromage. En 1941 et 1942 nous avons dit qu'on ne pouvait livrer au cours de l'année que 50 p. 100 des porcs mis sur le marché canadien par les abattoirs. Nous l'avons fait durant la guerre mais nous nous contenterons dorénavant d'alimenter le marché domestique, puis d'écouler l'excédent là où nous nous sommes engagés de le faire.

Nous n'avons pas, en ce moment, d'autres accords que le marché conclu avec la Grande-Bretagne, aux termes duquel nous devons lui expédier tous nos excédents de viandes. Nous avons calculé quelle quantité nous pourrions lui faire parvenir et nous tâchons de nous y conformer. Toutefois, nous hésiterions à le faire si cela devrait avoir pour conséquence de réduire la ration actuelle de la population canadienne.

M. SENN: J'allais justement traiter cette question du rationnement. Certaines viandes sont rationnées de même que le beurre et d'autres denrées. Le présent projet de loi a-t-il pour objet de maintenir le rationnement afin que nous puissions remplir nos engagements envers la Grande-Bretagne?

Le très hon. M. GARDINER: Nous agissons comme le désire la majorité des Canadiens. Pour ce qui est du beurre, il est vrai que nous en avons moins qu'en 1945 et 1946; par contre, nous en possédons plus qu'avant la guerre. Pour cette dernière raison, d'aucuns pensent que nous devrions abolir le rationnement. Or, le pouvoir d'achat des Canadiens est tellement grand, à l'heure actuelle, que l'abolition des rations de beurre pourrait en priver certains gens. Je ne suis pas convaincu que nous serions incapables de nous tirer d'affaire avec moins de beurre si le rationne-

ment n'existait pas, car certaines personnes en achèteraient plus et il surgirait des circonstances qui en priveraient d'autres. De cette façon on consommerait peut-être moins de beurre qu'à l'heure actuelle. Mais cela n'a rien à voir à la question.

M. CARDIFF: Le ministre a-t-il dit que les bénéfices résultant de l'application de certains décrets du conseil relatifs à la vente des pommes ne visaient que les Provinces maritimes et la Colombie-Britannique?

Le très hon. M. GARDINER: Non, voici ce qui en est. Avant la guerre, la Grande-Bretagne achetait la moitié de la production canadienne de pommes. Elle achetait 80 p. 100 de la production de pommes des Provinces maritimes et quelques milliers de boisseaux de l'Ontario. En voici la raison: l'Ontario et le Québec peuvent vendre dans le centre du Canada toutes les pommes qu'ils produisent. Durant la première année de la guerre on ne permettait à aucun producteur d'expédier des pommes dans l'Ontario et le Québec, sauf en vertu d'un permis; il en était de même à l'égard des provinces des Prairies, à l'exception de la Colombie-Britannique. Nous avons ensuite offert aux Provinces maritimes d'acheter leurs pommes déshydratées et en conserve. L'année suivante, nous avons adopté une autre façon de procéder, que nous avons suivie jusqu'ici. Nous avons passé des contrats garantissant certains bénéfices aux producteurs de pommes des Provinces maritimes et de la Colombie-Britannique, Nous avons ensuite vendu leur récolte par l'entremise de la commission d'organisation des marchés qui fonctionne très efficacement partout au Canada. La commission s'est occupée de toutes les questions de vente. Le Gouvernement a obtenu des rapports sur ces marchés qui nous ont coûté chaque année des sommes considérables. La Trésorerie a versé à cette fin quelque 2 ou 3 millions de dollars. L'organisme en cause n'a rien livré hors de nos frontières. Après la première année, il a vendu des pommes à la Grande-Bretagne. La Colombie-Britannique en particulier a écoulé de grandes quantités de pommes aux Etats-Unis. Mais, règle générale, la récolte s'est distribuée par tout le pays, d'une façon très profitable. L'Ontario tenait surtout à s'assurer des marchés dans les régions du Centre. L'accord a satisfait tous les intéressés. La disette survenant, on a autorisé l'importation de pommes de l'étranger, en vertu d'un accord conclu avec les pomiculteurs de l'Ontario et du Québec.

A l'heure actuelle, on projette de passer un contrat avec la Grande-Bretagne qui veut